



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

3^e trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023
(Avril – Juin 2023)

WWW.BRH.HT



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon d'èdite, tout jan w'genyen

FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT

@BRHHaiti



Table des matières

1.	<i>VUE D'ENSEMBLE.....</i>	<i>2</i>
2.	<i>ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL</i>	<i>2</i>
2.1.	ÉCONOMIE MONDIALE.....	2
2.2.	ÉCONOMIE HAITIENNE	4
	SECTEUR RÉEL	4
	SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES	5
3.	<i>DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU TROISIEME TRIMESTRE 2023</i>	<i>9</i>
4.	<i>AGRÉGATS MONÉTAIRES AU TROISIEME TRIMESTRE 2023</i>	<i>10</i>
5.	<i>RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER</i>	<i>11</i>
5.1.	SYSTÈME BANCAIRE	11
6.	<i>PERSPECTIVES</i>	<i>13</i>

1. VUE D'ENSEMBLE

Au troisième trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023, les décisions de politique monétaire de la BRH ont été prises dans un contexte de poursuite du resserrement de la politique monétaire des principales banques centrales, en dépit d'une reprise de l'activité économique toujours fragilisée et d'une relative amélioration des conditions sécuritaires du pays. Les développements récents au niveau de l'économie mondiale ont amené plusieurs organismes internationaux à revoir leurs projections à la hausse. Ainsi, les prévisions de la Banque mondiale augurent une croissance proche de 2,1 % en 2023 contre celle de 1,7 % prévue ultérieurement¹. Cette révision reflète une certaine vigueur de la croissance aux États-Unis soutenue par les dépenses de consommation, l'atténuation des difficultés d'approvisionnement énergétique en Zone Euro, l'abandon par la Chine de sa politique zéro-Covid et une relative résilience des économies émergentes. Parallèlement, les tensions inflationnistes au niveau global ont poursuivi leur tendance baissière sous l'effet des prix de l'énergie et des biens alimentaires, poussant ainsi certaines banques centrales à modérer leur politique de resserrement monétaire.

Au niveau national, l'activité économique a connu une évolution relativement favorable suite à une meilleure disponibilité des produits pétroliers. Parallèlement, une légère accalmie de la situation socio-politique a été notée au cours des deux premiers mois du trimestre. De plus, la gestion prudente des finances publiques s'est traduite par une diminution du financement monétaire, un ralentissement de l'inflation et une réduction des tensions sur le marché des changes. Cependant, ces résultats ont été contrebalancés par la persistance des problèmes dans les circuits d'approvisionnement des marchés à travers le pays et les impacts négatifs des inondations qui ont affecté le secteur agricole au cours du mois de juin 2023.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

À l'échelle internationale, le resserrement des conditions monétaires entamé depuis le deuxième trimestre 2022, continue de peser sur l'activité économique mondiale. Malgré des signes d'amélioration entre avril et juin 2023, elle a pâti des chocs exogènes et des effets de la hausse des taux des banques centrales. Aux États-Unis, en dépit de la tendance baissière des investissements non résidentiels, le marché du travail reste solide. Les gains en termes de perception de revenu, découlant de la pénurie de main d'œuvre, ont contribué à entretenir la vigueur des dépenses de consommation. Le salaire horaire moyen a crû de 0,4 % en juin en rythme mensuel, avec une progression annuelle de 4,4 % contre 4,3 % précédemment. Au cours du mois de mai 2023, les créations d'emplois ont affiché leur meilleure performance depuis le début de l'année calendaire, malgré une légère hausse

¹ Banque mondiale (Juin 2023)

du taux de chômage à 3,6 % en juin 2023 contre 3,5 % à la fin du trimestre précédent². Parallèlement, le taux d'inflation a décéléré à 3,1 % en juin dernier, soit un recul de 1,9 point de pourcentage par rapport à mars 2023. Ainsi, la Réserve fédérale (Fed) a décidé de maintenir ses taux directeurs dans la fourchette comprise entre 5 % et 5,25 % à la fin du trimestre sous revue, afin de prendre en considération des informations supplémentaires permettant de mieux évaluer l'effet cumulé des précédentes mesures de restriction monétaire.

S'agissant de la Zone Euro, son entrée en récession technique au cours du trimestre précédent n'a pas vraiment impacté la dynamique du marché travail, le taux de chômage étant passé de 6,5 % en mars à 6,4 % en juin 2023. Par ailleurs, l'inflation courante a marqué un repli de 1,4 point de pourcentage par rapport à mars 2023 en se portant à 5,5 % à la fin du trimestre sous revue. Néanmoins, en absence d'une décélération continue de l'inflation sous-jacente, la Banque centrale européenne (BCE) a poursuivi son processus de resserrement quantitatif en mettant un terme à ses réinvestissements dans le cadre de son principal programme d'achat d'actifs et en établissant son taux de refinancement à 4 % en juin 2023³.

Au niveau des économies émergentes et en développement (y compris celles de l'Amérique latine et des caraïbes), le durcissement des conditions financières mondiales renforce leurs contraintes en termes de viabilité budgétaire et de soutenabilité de la dette publique, alors que la faiblesse de la demande extérieure exerce une influence négative sur les fluctuations cycliques qu'elles enregistrent. En ce qui concerne la République dominicaine, les prévisions de croissance pour 2023 ont été révisées à la baisse à 4,1 %, soit 0,7 point de pourcentage de moins par rapport aux projections de janvier 2023. Compte tenu de l'évolution de l'inflation qui a atteint la valeur médiane de la cible de 4 % $\pm$ 1 % en juin dernier et du ralentissement économique induit par la modération de la demande agrégée, la Banque centrale dominicaine a baissé son taux directeur à 7,75 % en juin 2023.

Pays et Région / Indicateurs	Projection de croissance*	Taux d'inflation**	Taux de chômage	Taux directeur
États-Unis	1,1 %	3,1 %	3,6 %	5,0 % - %,25 %
Zone Euro	0,4 %	5,5 %	6,4 %	4,0 %
République dominicaine	4,1%	4,0 %	5,2 % ***	7,75 %

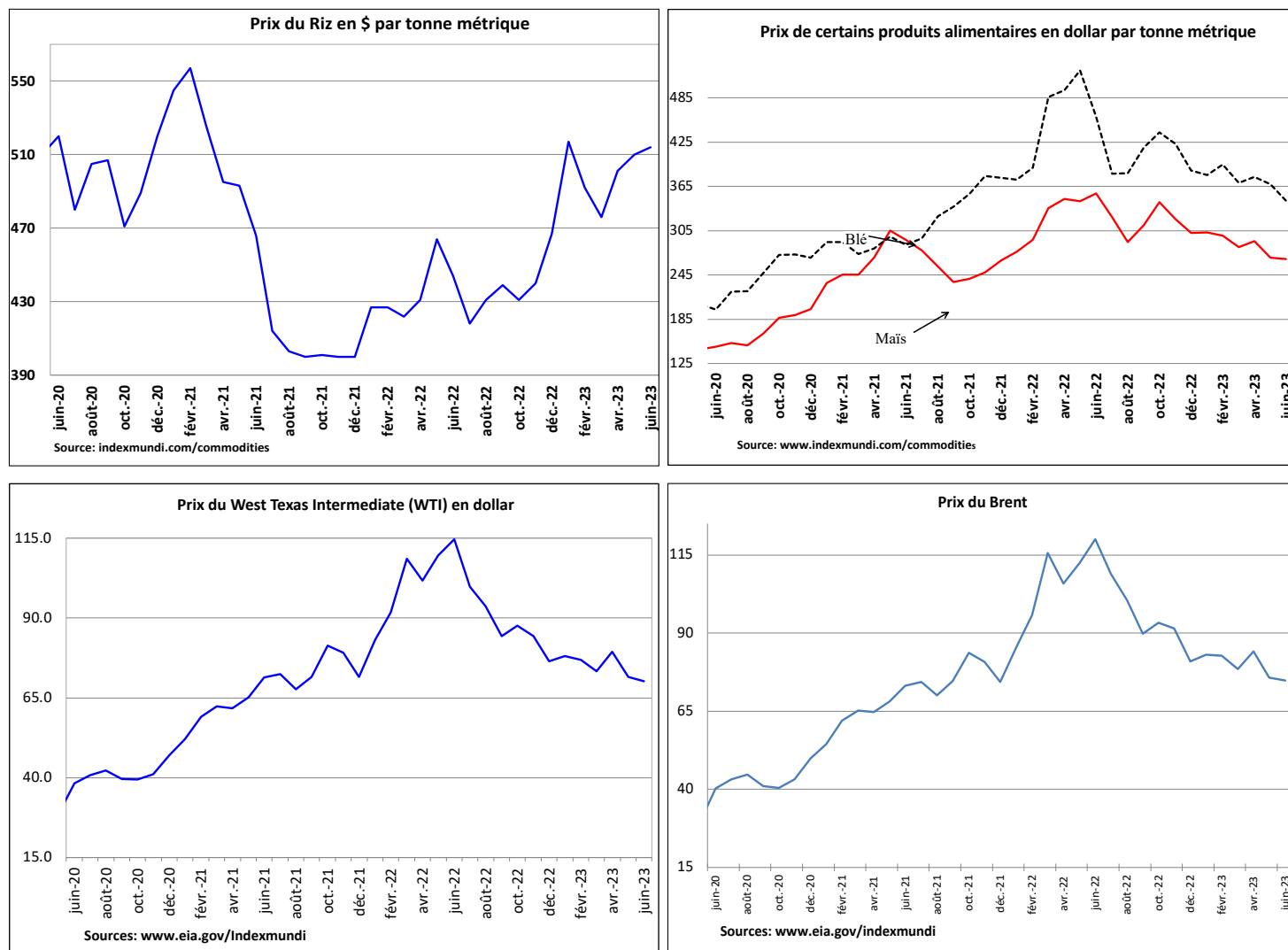
*Projections de juin 2023 – Source : Banque mondiale | **juin 2023 – Sources : BLS, Eurostat, BCRD | ***mars 2023

Concernant les prix des produits de base sur le marché international, ils ont décri sur le trimestre sous étude. L'indice FAO des prix des produits alimentaires a été évalué à 122,4 en juin dernier, affichant un recul de 3,6 % par rapport à son niveau de mars 2023. Parallèlement, en raison du ralentissement de l'économie mondiale, les prix des produits pétroliers ont régressé sur la même période, en dépit des restrictions d'offre annoncées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Ainsi, le cours du baril de Brent est passé de 78,43

² En mai 2023, les créations d'emplois (hors secteur agricole) ont totalisé 306 000 contre 217 000 en mars et 472 000 en janvier 2023.

³ Programme d'achat d'actifs ou Asset purchase program (APP).

dollars ÉU en mars à 74,84 dollars ÉU trois mois plus tard, alors que le WTI a baissé de 4,1 % pour atteindre 70,25 dollars ÉU en juin 2023.



2.2. ÉCONOMIE HAITIENNE

SECTEUR RÉEL

Au troisième trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023, le climat des affaires a été caractérisé au cours des deux premiers mois (avril et mai 2023) par une légère accalmie de la situation sécuritaire et une amélioration de la disponibilité des produits pétroliers. Ceci a contribué à une évolution relativement favorable de l'activité économique qui avait connu une contraction de 2,9 % au cours du premier semestre de cet exercice⁴. Toutefois, dans plusieurs régions du pays, les activités commerciales et industrielles continuent de pâtir des problèmes au niveau des circuits d'approvisionnement des marchés. Dans ces conditions, l'emploi dans le secteur

⁴ Sur les deux premiers trimestres de l'exercice 2023, l'indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE) a affiché un repli au niveau de la quasi-totalité des branches des différents secteurs, à l'exception de celles relatives aux institutions financières (+3 %) et aux services non marchands (+4,7 %). Une telle situation a occasionné une baisse cumulée de 2,9 % de l'ICAE, ce qui traduit une absence « d'acquis de croissance » pour l'année 2023.

manufacturier orienté vers la sous-traitance textile a chuté de 0,9 % en mai par rapport à mars 2023 en se chiffrant à 43 280 postes, son plus bas niveau depuis octobre 2022⁵.

Au niveau du secteur agricole, malgré une amélioration des précipitations en mai 2023, les récoltes ont été en dessous de la moyenne quinquennale en raison de l'irrégularité des pluies observée entre janvier et avril 2023. Les inondations survenues au cours du mois de juin ont causé des dommages importants aux cultures agricoles notamment dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite, du Centre, du Sud et du Nord-Est⁶. Ces problèmes au niveau du secteur ont affecté l'offre nationale de denrées alimentaires, laquelle a été compensée par une augmentation des importations alimentaires sur l'exercice sous étude.

Nonobstant les difficultés qui continuent d'entraver le commerce interne et perturber l'approvisionnement des marchés à travers le pays, un ralentissement a caractérisé l'évolution de l'inflation en Haïti bien qu'elle demeure à des niveaux très élevés. Ainsi, l'inflation annuelle a décéléré à 43,9 % en juin dernier après avoir atteint 48,3 % en mars 2023. Ce repli des pressions inflationnistes est corrélé à l'amélioration de la situation budgétaire qui a généré des incidences positives sur le comportement du taux de change.

SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES

Les données disponibles sur le secteur externe indiquent à la fois une détérioration de la balance commerciale et une diminution des transferts privés sans contrepartie. Malgré un repli des importations, le déficit commercial a augmenté de 2,52 %, atteignant 3,02 milliards de dollars ÉU sur les 10 premiers mois de l'exercice en cours. Les exportations ont diminué de 25,3 % par rapport à la même période de l'exercice antérieur pour se chiffrer à 782,02 millions de dollars ÉU. Parallèlement, la valeur des importations s'est établie à 3 805,7 millions de dollars ÉU, en régression de 4,76 % en glissement annuel sous l'effet de l'ensemble des catégories de biens importés à l'exception des produits alimentaires. Ces derniers ont connu une croissance de 54,21 % (sur base annuelle) contre un tassement de 1,17 % enregistré un an plus tôt.

En ce qui concerne les transferts privés sans contrepartie, le fléchissement qui a marqué les deux précédents trimestres s'est poursuivi au cours du trimestre sous revue. Les données disponibles ont fait état d'un recul de 6,59 % de ces derniers, les portant à 2 749,91 millions de dollars ÉU sur les 9 premiers mois de l'exercice 2022-2023. Cette diminution des transferts privés est liée à l'inflation et au manque de dynamisme de l'activité économique dans certains pays expéditeurs ainsi que les mouvements migratoires découlant de la dégradation des

⁵ Suite aux actes de pillage et de vandalisme entraînant la paralysie des activités lors des mouvements de protestation visant à réclamer la disponibilité des produits pétroliers dans les stations-services, le nombre de travailleurs dans l'industrie textile avait atteint un creux en octobre 2022 en se portant à 40 266.

⁶ Selon le calendrier agricole, le début du mois de juin correspond à la fin des semis et au début des pousses pour les cultures de printemps.

conditions de sécurité en Haïti. Selon le Ministère américain de la sécurité intérieure, plus de 63 000 dossiers d'haïtiens ont été traités et approuvés dans le cadre du programme d'émigration humanitaire (Humanitarian parole) entre janvier et juin 2023. Plus de 50 000 haïtiens sont déjà arrivés aux États-Unis⁷.

Encadré 1. Quelques éléments sur l'évolution récente de la migration haïtienne

La migration haïtienne est un phénomène qui a marqué l'histoire de la nation. Au fil des décennies, les Haïtiens ont quitté leur pays en quête d'opportunités économiques et de meilleures conditions de vie. Selon Cédric Audebert (2012), les facteurs qui ont contribué à cette migration sont variés, notamment la pauvreté, les troubles politiques, et les catastrophes naturelles. Les États-Unis, le Canada et la République dominicaine sont parmi les destinations les plus courantes pour les migrants haïtiens¹. La migration continue d'être un sujet important et complexe dans le contexte haïtien, avec des enjeux liés à l'intégration, aux droits des migrants et à la quête d'un avenir meilleur.

Au cours des deux dernières décennies, les catastrophes naturelles notamment le tremblement de terre du 12 janvier 2010 et les crises socio-politiques subséquentes ont amplifié le phénomène d'émigration des haïtiens. Peu après le tremblement de terre, les États-Unis ont mis en place en faveur d'Haïti, le programme de résidence temporaire (*Temporary-protected status - TPS*), régularisant la situation de nombreux Haïtiens qui y vivaient illégalement. Ce dernier a également offert l'opportunité à ceux qui séjournaient aux États-Unis avec un visa de non-immigrant d'obtenir le même statut. Ainsi, plus de 60 000 haïtiens ont été régularisés. Selon Caitlyn Yates (2021), les haïtiens ont migré vers un certain nombre de pays de l'Amérique latine, notamment le Brésil, où l'on estime que 85 000 d'entre eux sont arrivés entre 2010 et 2017. À l'époque, le Brésil promettait de nombreux emplois dans le secteur de la construction en prévision de la Coupe du monde de 2014 et des Jeux olympiques d'été de 2016. En 2020, la population haïtienne du Brésil était estimée à 143 000 personnes. À côté du Brésil, le Chili est devenu également une destination privilégiée pour les migrants haïtiens. Au milieu des années 2010, le Chili était l'un des pays les plus stables politiquement et économiquement de la région et, jusqu'en 2018, les Haïtiens pouvaient y entrer sans visa. En 2015, plus de 12 000 Haïtiens sont arrivés au Chili, et ce nombre a dépassé 103 000 en 2017. Vers l'année 2020, le nombre a atteint 237 000. Parmi les migrants haïtiens qui se sont rendus au Brésil et au Chili, nombreux ont traversé l'Amérique centrale par divers moyens pour rentrer aux États-Unis à travers la frontière mexicaine¹.

Sur les 5 dernières années, l'aggravation de la crise socio-politique jointe à celle des conditions de sécurité a accéléré les mouvements migratoires des Haïtiens notamment vers les États-Unis et le Canada. Parallèlement, Il faut aussi prendre en compte les décisions prises par ces pays pour faciliter l'émigration des Haïtiens. En effet, les États-Unis ont relancé le programme de résidence temporaire (TPS) et mis en place un nouveau programme d'émigration humanitaire (*Humanitarian Parole*) pour Cuba, Haïti, Nicaragua et Venezuela. Sur les 6 premiers mois, plus de 63 000 dossiers d'Haïtiens ont été traités et approuvés dans le cadre du programme et plus de 50 000 sont déjà arrivés aux États-Unis.

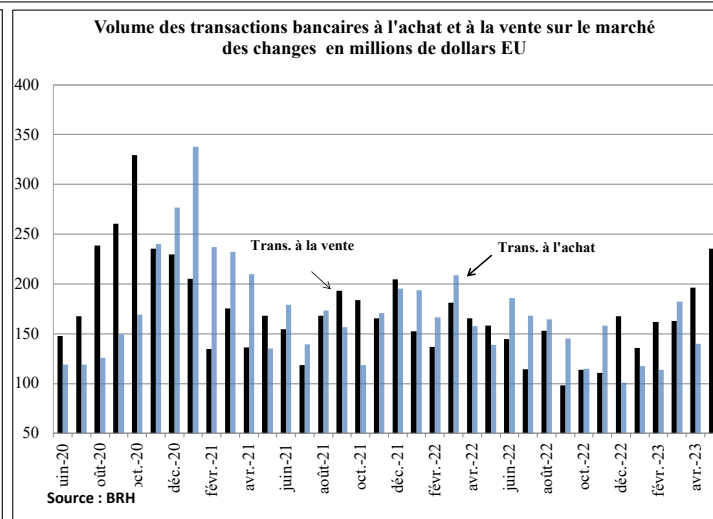
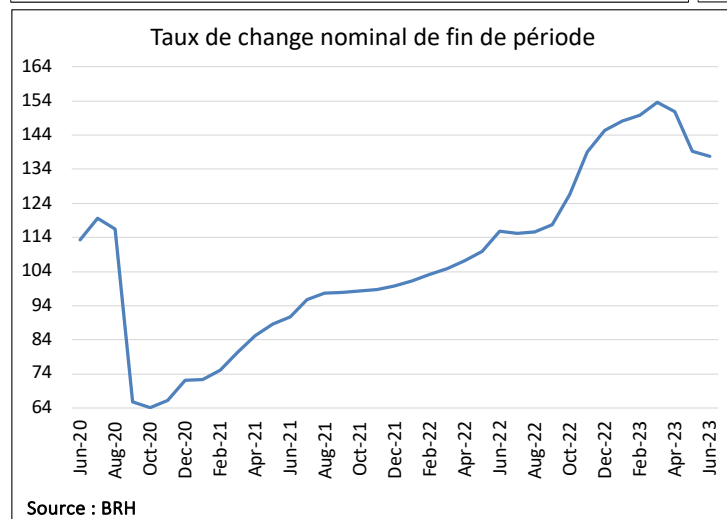
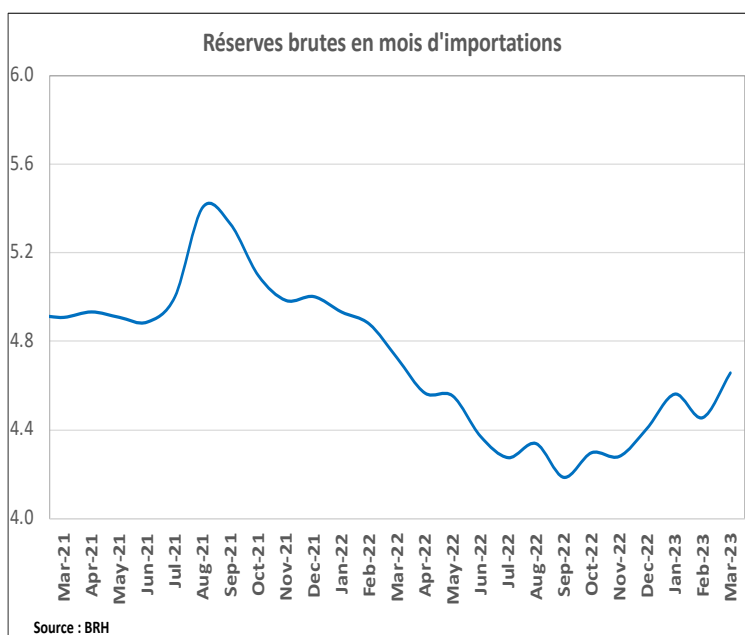
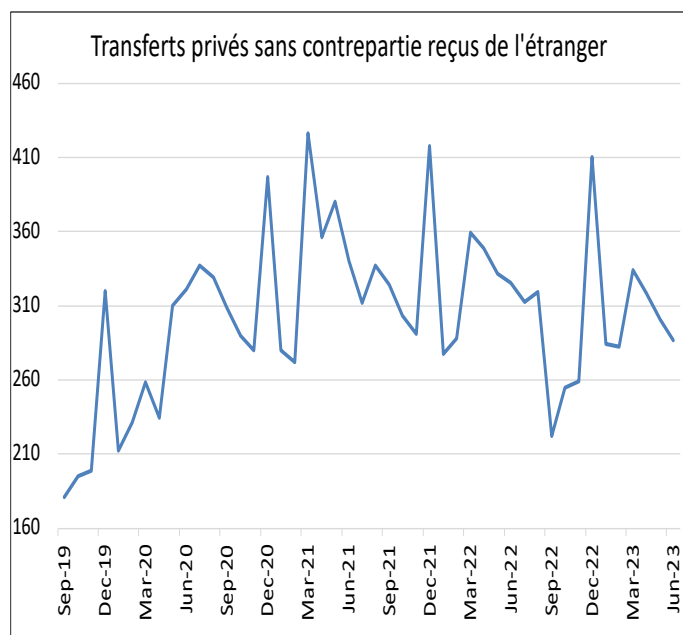
Sources

1/ AUDEBERT, Cédric. *La diaspora haïtienne : Territoires migratoires et réseaux*. New edition [online]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2012 <http://books.openedition.org/pur/26969>
2/ Caitlyn Yates. *Haitian Migration through the Americas: A Decade in the Making*. Migration Policy Institute, septembre 2021. <https://www.migrationpolicy.org/article/haitian-migration-through-americas>

Au cours du troisième trimestre 2023, la monnaie nationale s'est appréciée par rapport au dollar américain en dépit du repli des transferts privés sans contrepartie, principale composante de l'offre de devises dans le pays. Le

⁷ <https://www.dhs.gov/news/2023/07/25/fact-sheet-data-first-six-months-parole-processes-cubans-haitians-nicaraguans-and>

taux de change de référence de fin de période est passé de 153,60 gourdes en mars 2023 pour un dollar EU à 137,72 gourdes en juin 2023, soit un recul de 10 %. Cette amélioration de la valeur de la gourde a reflété le comportement des facteurs liés à la demande dont la plupart ont évolué à la baisse. Le ralentissement de l'activité économique s'est traduit par la réduction de la demande de devises pour les importations. De plus, la bonne tenue des finances publiques a contribué à contenir l'accroissement de la liquidité en gourdes, alors que l'accalmie temporaire des tensions socio-politiques et sécuritaires a aidé à l'atténuation de certaines anticipations négatives des agents économiques.



Encadré 2. Évolution du marché des changes : Éléments explicatifs du récent recul du taux de change

Après avoir connu une croissance soutenue au premier trimestre de l'exercice 2023, le rythme de progression du TMA (taux de vente moyen) a ralenti entre janvier et février avant qu'une appréciation de la gourde soit constatée à partir de la mi-mars 2023. La tendance à la baisse du taux de change observée découle d'un ensemble de facteurs notamment le ralentissement de l'activité économique, le comportement du financement résultant du redressement des finances publiques.

- **Le ralentissement de l'activité économique**

Le ralentissement des activités peut être considéré comme un facteur déterminant dans la baisse de la demande de dollars aux objectifs transactionnels. En effet, au premier semestre 2022-2023, la demande de dollars ÉU aux fins d'importation s'est contractée à la faveur de la baisse annuelle de 2 % des importations en valeur et de 20 % de ces dernières en volume.

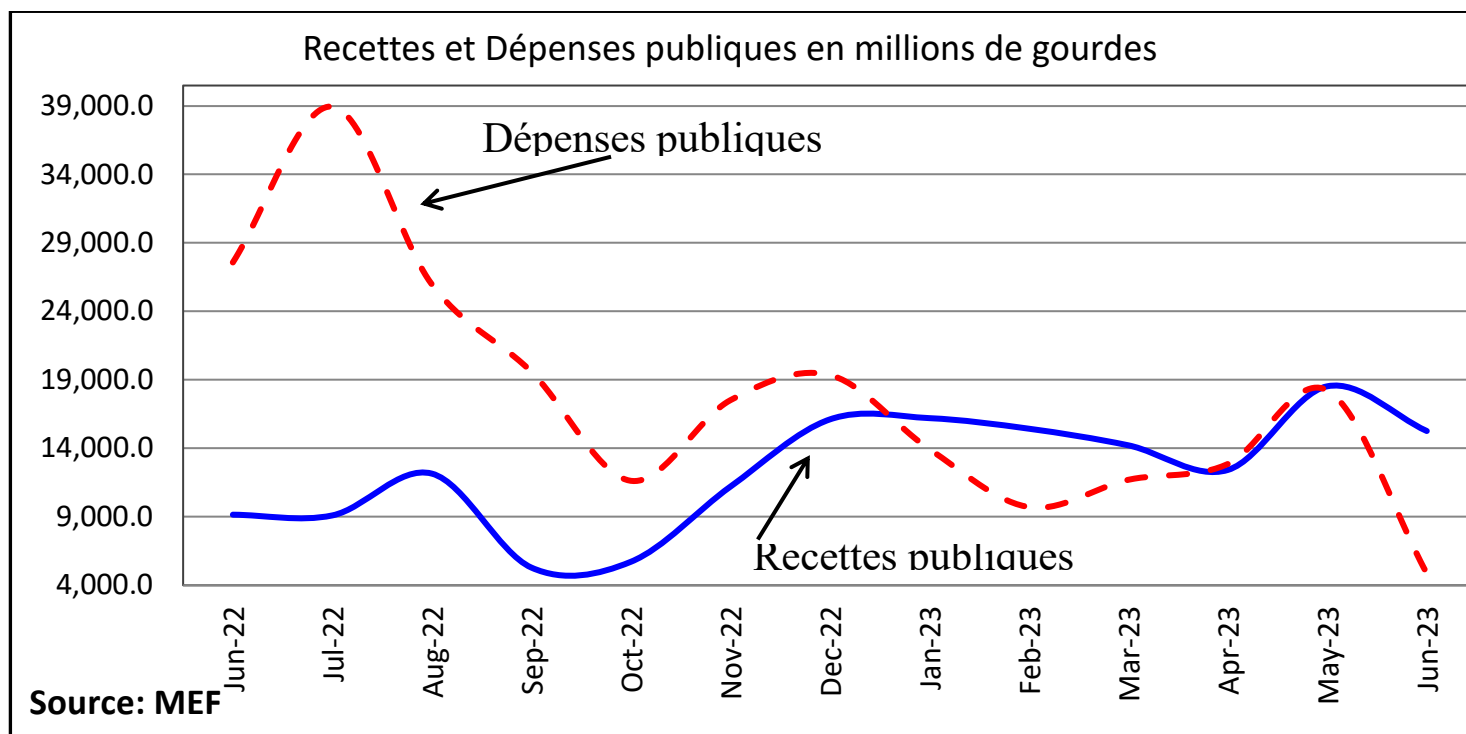
- **L'évolution du Financement monétaire**

À moins d'un mois de la fin de l'exercice fiscal, le financement monétaire reste contenu en évoluant nettement en dessous du seuil établi par l'accord entre le MEF et la Banque centrale (34 milliards de gourdes). Ce niveau de financement (8,3 milliards de gourdes au 30 juin 2023) a conséquemment entraîné un repli des prix dans l'économie, en témoigne la baisse de l'inflation en rythme mensuel. Ainsi, tenant compte de la forte corrélation entre la création monétaire et le taux de change, ce financement a donc contribué à l'appréciation de la gourde sur cet intervalle.

Les statistiques relatives à la situation des finances publiques pour le troisième trimestre de l'exercice 2022-2023 permettent de constater la poursuite des efforts de consolidation de la situation financière de l'État malgré une chute au niveau des recettes. Sous l'effet d'une diminution des recettes douanières en termes nets et du mouvement saisonnier qui caractérise l'évolution de la perception des ressources internes, les recettes collectées sur le trimestre sous étude ont totalisé 46 233 millions de gourdes (MG), soit une contraction de 8,5 % par rapport au trimestre précédent⁸. Toutefois, le niveau moyen des recettes collectées par mois (14 384 MG) demeure supérieur aux prévisions budgétaires (13 671,5 MG). En ce qui a trait aux décaissements, ils ont légèrement augmenté en variation trimestrielle (1,1 %), atteignant 77 226,6 MG dont 35 876,9 MG de dépenses budgétaires.

⁸ Après une importante augmentation (65,8 %) entre janvier et mars 2023, les recettes douanières ont baissé de 1 % au cours du 3e trimestre de l'exercice 2022-2023

En dépit de cette contreperformance enregistrée sur le troisième trimestre, les revenus collectés par le trésor public sur l'exercice 2022-2023 représentent 52,1 % du total des ressources disponibles (249 208,7 MG) contre 50,2 % un trimestre plus tôt. Les émissions de trésorerie, principale composante des autres ressources (92 %), ont atteint un encours de 110 591,3 MG. S'agissant des décaissements réalisés sur l'ensemble de l'exercice, ils se sont chiffrés à 246 226,6 MG dont 123 418,85 MG de dépenses budgétaires. Ainsi, les opérations budgétaires et de trésorerie ont donné lieu à un financement de la Banque centrale de 8 324,55 MG au 30 juin 2023 contre 4 864 MG et 11 197,9 MG respectivement en mars 2023 et décembre 2022.



3. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU TROISIEME TRIMESTRE 2023

Au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2023, la BRH a orienté sa politique monétaire de manière à contenir la volatilité du taux de change et sa transmission aux prix à la consommation tout en évitant de durcir excessivement les conditions de financement de l'économie. Ainsi, la Banque centrale a gardé le statu quo au niveau des taux directeurs et des coefficients de réserves obligatoires tout en poursuivant sa politique de reprise des liquidités oisives à travers les émissions de bons BRH et les interventions sur le marché des changes. En effet, les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en dollars ont été maintenus à leurs niveaux d'août 2022, soit 40 % et 53 % pour les banques commerciales et à 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL).

De même, aucun changement n'a été effectué au niveau des taux d'intérêt sur les bons BRH, lesquels sont restés à 6 %, 8 % et 11,5 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement. Cependant, l'encours de ces titres a augmenté, passant de 700 MG en mars à 950 MG en juin après 3 300 MG en mai, reflétant un affaissement des souscriptions des banques commerciales aux certificats de trésorerie. Pour ce qui concerne les taux de mise en pension, ils ont été maintenus à 17 % pour les bons BRH et à 14 % pour les bons du trésor.

Parallèlement, les interventions de la BRH sur le marché des changes se sont, une fois de plus, soldées par des achats nets de l'ordre de 51,99 millions de dollars ÉU. Ces opérations, qui ont permis de renforcer le coussin de réserves nettes de change, ont été facilitées par l'atténuation des tensions sur le marché des changes dans un contexte de ralentissement des activités économiques et de recul du financement monétaire. Par ailleurs, les émissions d'obligations BRH se sont poursuivies en vue d'encourager l'épargne en monnaie nationale, l'encours de ces titres s'étant chiffré à 7 003,6 MG au 9 juin 2023.

D'un autre côté, la BRH a pris un ensemble de dispositions à travers la circulaire 115-3, allant du moratoire sur les remboursements de capital à la restructuration des prêts devenus improductifs au 31 mars 2023, en vue de limiter les impacts de la dégradation du climat des affaires sur les entreprises débitrices du système financier.

4. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2023

Les données préliminaires du mois de juin 2023 ont indiqué une contraction de la base monétaire, tant au sens restreint qu'au sens large par rapport au trimestre précédent. La monnaie centrale au sens strict a connu une baisse de 0,48 % contre celle de 2,25 % en mars 2023. Après une hausse de 5,31 % au trimestre antérieur, la base monétaire au sens large a décliné de 4,58 %. Cette variation négative a résulté du repli de 6,16 % des avoirs extérieurs nets (AEN), sous l'effet de l'appréciation de la gourde, ces avoirs, exprimés en dollars ÉU, ayant plutôt augmenté de 4,15 %. La contraction des AEN a contrebalancé la progression de 4 % des créances nettes de la BRH sur le Gouvernement central, lesquelles avaient connu un repli de 3,7 % au trimestre précédent.

S'agissant de l'offre de monnaie, les données provisoires de juin 2023 ont fait état d'un fléchissement de 6,71 % de l'agrégat M3 par rapport à mars 2023. Cette évolution de la masse monétaire reflète le recul des dépôts en dollars sous l'effet conjugué de la contraction des transferts privés sans contrepartie et de la baisse du taux de change sur la même période. À l'actif, la hausse de 1,03 % du crédit intérieur net n'a pas pu compenser le repli de 9,41 % des avoirs extérieurs nets du système bancaire. Il importe de mentionner que les créances sur le secteur public ont progressé de 9,01 % tandis que le crédit au secteur privé a décliné de 7,83 % dans un contexte de faiblesse des activités économiques.

5. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER

5.1. SYSTÈME BANCAIRE

Les statistiques bancaires disponibles au 30 avril 2023 font état d'une évolution mitigée des indicateurs financiers dont l'actif du système, le produit net bancaire et la rentabilité. En effet, l'actif du système a diminué de 1,1 % par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 692,82 milliards de gourdes. Ce recul est attribuable à la régression du portefeuille net (-2,7 %), des bons du trésor (-14,6 %) et de la liquidité (-0,3 %). Parallèlement, l'évolution des ressources a été marquée principalement par la contraction des dépôts totaux du système. Ces derniers ont atteint 569,92 milliards de gourdes, marquant ainsi un repli de 1,3 % par rapport au 31 mars 2023. Ce comportement des dépôts reflète la baisse enregistrée au niveau de toutes les catégories dont les dépôts à vue (-1,6 %), ceux d'épargne (-0,9 %) et à terme (-1,4 %). Ainsi, le taux d'intermédiation a affiché un comportement plutôt stable, en témoigne le ratio « Prêts bruts sur dépôts totaux » qui s'est établi à 29,2 % en avril 2023 contre 29,6 % au 31 mars 2023.

D'octobre 2022 à avril 2023, le système bancaire a généré un produit net (PNB) totalisant environ 23,94 milliards de gourdes, soit une progression annuelle de 2,2 % reflétant l'évolution de ses deux composantes : les revenus nets d'intérêt et les autres revenus qui se sont accrus sur la période sous revue. Étant donné la croissance plus prononcée du produit net bancaire par rapport à celle des dépenses d'exploitation, le bénéfice net cumulé sur la période a atteint 7,3 milliards de gourdes contre 6,12 milliards de gourdes un an plus tôt, soit une hausse de 19 %.

S'agissant des ratios clés du système bancaire, leur analyse a fait ressortir une détérioration de la qualité du portefeuille du crédit avec une augmentation de 2 points de pourcentage du coefficient d'arrérage qui s'est porté à 11,8 % au 30 avril 2023 contre 11,13 % en mars 2023. Parallèlement, le ratio « provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs » a diminué de 2,59 points de pourcentage à 57,01 %.

Au niveau des ratios de rentabilité, le rendement de l'actif (ROA), en termes cumulés, a crû, passant de 1,86 % sur la période d'octobre 2021 à avril 2022 à 2,56 % au cours de la même période de l'exercice en cours. Le rendement des fonds propres (ROE) s'est également accru, se fixant à 35,89 % pour le cumul des sept (7) premiers mois de l'exercice 2022-2023 contre 24,49 % un an plus tôt. Cependant, l'analyse de la structure financière montre une relative stagnation du poids de l'avoir des actionnaires dans l'actif, avec un ratio passant de

7,31 % en mars 2023 à 7,14 % au terme du premier mois du trimestre sous étude. De même, le ratio « dépôts en pourcentage de l'actif », évalué à 82,43 % en mars 2023, a atteint 82,26 % au 30 avril 2023.

Les opérations d'intermédiation financière ont fait ressortir un renchérissement du crédit en gourde et une moindre rémunération des dépôts. Au 30 avril 2023, les taux d'intérêt moyens sur des prêts en gourde se sont établis à 20,06 % contre 10,21 % au cours du trimestre antérieur alors que, sur les dépôts, ils se sont portés à 0,76 % contre 1,56 %. Conséquemment, le crédit net en monnaie nationale a crû de 0,79 % par rapport au deuxième trimestre pour s'établir à 67,38 milliards de gourdes au 30 avril 2023. Par contre, sur la période sous étude, le portefeuille de crédit net global a enregistré un repli de 2,72 % pour atteindre 155,23 milliards de gourdes.

Par ailleurs, l'appréciation de la gourde par rapport au dollar américain et la baisse des dépôts (2,1 %) et crédits en dollars (3 %) sur la période ont permis d'observer un léger repli des ratios de dollarisation du système. Ainsi, les dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux équivalent à 72,32 % en avril contre 72,73 % au trimestre antérieur. Le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » s'est fixé à 56,59 %, soit 1,52 point de pourcentage en moins par rapport au premier trimestre de cet exercice.

Ratios clés du système bancaire	Au 31 mars 2023	Au 30 avril 2023
Ratios de rendement des prêts bancaires		
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	79,27%	57,01%
Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts	7,85%	11,80%
Ratios de rentabilité bancaire	Octobre 2021-avril 2022	Octobre 2022-avril 2023
Rendement des prêts productifs	9,17%	20,06%
ROA	1,86%	2,56%
ROE	24,49%	35,89%
Niveau de dollarisation du système	Au 31 mars 2023	Au 30 avril 2023
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	66,90%	72,32%
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	48,60%	56,59%

6. PERSPECTIVES

Les perspectives de l'économie haïtienne pour la fin de l'exercice dépendront d'un ensemble de facteurs dont l'évolution de la situation socio-politique et sécuritaire, les impacts potentiels de la saison cyclonique sur le secteur agricole et finalement, la poursuite de la baisse de l'inflation chez les principaux partenaires économiques et financiers du pays. L'amélioration du climat socio-politique et des conditions de sécurité sera déterminante pour le renforcement de l'activité économique, l'évolution des recettes publiques et la réduction des pressions sur les prix des biens relatifs aux coûts de transport. Parallèlement, dans le cas d'une saison cyclonique active, la performance du secteur agricole et la disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés locaux pourraient être affectées. Le prolongement de la décélération de l'inflation à l'échelle internationale pourrait, d'une part, contribuer à réduire la facture d'importations et atténuer, en même temps, les pressions inflationnistes liées aux produits importés rentrant dans la constitution de l'indice des prix à la consommation (IPC). À ces facteurs, il convient d'ajouter que la signature d'un nouveau programme de référence avec le Fonds Monétaire International (FMI) est susceptible de contribuer à la matérialisation des appuis budgétaires à l'approche de la fin de l'exercice 2022-2023. Ces derniers pourraient renforcer l'amélioration observée au niveau des comptes de l'État.

Dans un tel contexte, la Banque centrale demeurera proactive quant à l'analyse des développements de la conjoncture susceptibles d'affecter l'évolution des prix et du cadre macroéconomique dans l'objectif de prendre les mesures appropriées au maintien de la stabilité.